



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté complémentaire visant à modifier les conditions d'exploitation de l'installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux exploitée par la société CHIMIREC EST sur le territoire de la commune de DOMJEVIN**

N° 2023-0986  
AIOT 0006200160

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le titre 1<sup>er</sup> du livre V et le titre 8 du livre I du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2009-535 du 28 janvier 2010 autorisant la société CHIMIREC EST à exploiter des installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de Domjevin ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire 2013-0752 du 10 octobre 2013 modifiant notamment les capacités de stockage des déchets et leurs répartitions au sein des installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux exploitées par la société CHIMIREC EST sur le territoire de la commune de Domjevin ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2014-0255 du 16 juin 2014 actualisant les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont relèvent les installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux exploitées par la société CHIMIREC EST sur le territoire de la commune de Domjevin et modifiant les conditions d'exploitation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire 2020-0128 du 14 avril 2020, mettant à jour les conditions imposées à la société CHIMIREC EST pour la poursuite de l'exploitation d'installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de Domjevin ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance du projet d'augmentation du tonnage annuel de déchets dangereux collectés sur l'installation de tri, transit et regroupement exploitée sur le territoire de la commune de Domjevin par la société CHIMIREC EST transmis le 28 novembre 2023 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé CM/2274-2023 en date du 01 février 2024 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 02 février 2024 à la connaissance du demandeur par voie dématérialisée ;

**Vu** l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 05 février 2024 ;

**Considérant** que les dangers et inconvénients générés par l'augmentation du tonnage annuel de déchets dangereux collectés sur son centre de transit, regroupement, tri et prétraitement de déchets industriels exploitée sur le territoire de la commune de Domjevin par la société CHIMIREC EST pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les mesures mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ainsi que dans le dossier de demande de modification ;

**Considérant** que les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral autorisant et encadrant actuellement l'exploitation par la société CHIMIREC EST sur le territoire de la commune de Domjevin de son centre de transit, regroupement, tri et prétraitement de déchets industriels doivent être modifiées afin d'entériner la modification des conditions d'exploitation sollicitée ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté**

La société CHIMIREC EST, sise Z.I La Haie Sorette – 54450 – DOMJEVIN est autorisée à poursuivre l'exploitation d'un centre de transit, regroupement, tri et prétraitement de déchets industriels situées sur la commune de Domjevin sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-535 du 28 janvier 2010 modifiées et complétées par les prescriptions fixées par le présent arrêté.

### **Article 2 : Modifications et compléments**

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral 2009-535 du 28 janvier 2010 est modifié et complété comme suit :

#### **« Article 1.2.1- Rubrique de classement des activités**

Le tableau recensant les rubriques de classement des installations figurant à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2014-0255 du 16 juin 2014 est remplacé comme suit :

Rubrique	Désignation activité	Activité exercée	Régime
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes.	Transit de déchets dangereux : 1 282 tonnes de ces déchets stockées au plus sur le site.	A
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour : - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520, - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520.	Mélange de déchets dangereux et reconditionnement Capacité d'au plus 200 t/j.	A

2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses, la quantité de déchets stockés étant supérieure à 1 t.	<p>Stockage vrac : 970 t</p> <p>Stockage de déchets conditionnés : 232,2 t</p> <p><b>Soit au maximum 1 203 t dans les limites prévues à au sous-article 3.2 du présent arrêté</b></p> <p>Capacité annuelle de l'installation : 20 000 tonnes.</p>	A
2790-1b	Installation de traitement de déchets dangereux, la quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emplois ou de stockages de ces substances ou préparations.	<p>Séparation des eaux souillées</p> <p>Décantation des huiles claires</p> <p>Décantation des huiles noires</p> <p>Déchiquetage d'emballages souillés.</p> <p><b>Les quantités maximales de déchets concernés sont fixées au sous-article 3.2 du présent arrêté</b></p>	A
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	<p>60 m<sup>3</sup> de papier, carton et bois</p> <p>et 60 m<sup>3</sup> de pare-chocs</p> <p><b>soit au total 120 m<sup>3</sup>.</b></p>	D
2795-2	Installation de lavage de fûts conteneurs et citernes de transport, la quantité d'eau mise en œuvre étant inférieure à 20 m <sup>3</sup> /j.	Lavage d'emballages souillés avec une consommation d'eau de 10 m <sup>3</sup> /jour.	D
1432-2	Stockage en réservoir manufacturé de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale inférieure ou égale à 10 m <sup>3</sup> .	Une cuve aérienne de 1,5 m <sup>3</sup> de gasoil non routier (capacité équivalente de 0,3 m <sup>3</sup> )	NC
1435	Station-service, le volume annuel de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 distribué étant inférieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> .	Un poste de distribution, débitant un volume annuel de 7 m <sup>3</sup> de gasoil non routier	NC
2711	Installation de transit, regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 100 m <sup>3</sup> .	Transit et regroupement de 90 m <sup>3</sup> de DEEE	NC

<b>2713</b>	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface occupée par l'installation étant inférieure à 100 m <sup>2</sup> .	Une benne de déchets métalliques de 30 m <sup>3</sup> sur une surface de 15 m <sup>2</sup>	<b>NC</b>
<b>2715</b>	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 250 m <sup>3</sup> .	Dépôt de pare-brise : 60 m <sup>3</sup>	<b>NC</b>
<b>2716</b>	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m <sup>3</sup> .	10 m <sup>3</sup> d'huiles alimentaires	<b>NC</b>

A : autorisation – D : déclaration – NC : non classé »

### **Article 3 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038 - 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

### **Article 5 : Exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société CHIMIREC EST

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Lunéville
- Monsieur le maire de Domjevin

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy le 08 FEV. 2024

Le Préfet,

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général



Julien LE GOFF